

<http://pierre-alainmillet.fr/Contre-l-extreme-droite-unir-le-peuple-dans-les-luttes>



Conseil de métropole des 11-12 décembre 2023

Contre l'extrême-droite, unir le peuple dans les luttes sociales

!

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -



Date de mise en ligne : lundi 11 décembre 2023

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Monsieur le président, chers collègues

L'occident qui prétendait diriger la planète mondialisé est bousculé par l'affirmation des souverainetés. Au fond, c'est la fin d'une décolonisation que nous avons cru se limiter à une décolonisation politique formelle ne mettant pas en cause les rentes économiques dont nous bénéficions, notamment dans l'exploitation des ressources des autres. Il est aussi bousculé en interne par la montée partout des populismes sous des formes parfois clairement fascistes. C'est le drame d'Israël dans cette horreur quotidienne des milliers d'enfants tués à Gaza et qui conduit Rony Brauman à dire que le plus grand danger pour les juifs, c'est Netanyahu. J'y reviendrai dans le débat d'orientation budgétaire, mais le risque autoritaire est d'abord occidental et ce n'est pas seulement ce Trumpisme que nous observons avec sidération mobiliser les pauvres et les riches dans ce qui était présenté comme le modèle référent de la démocratie occidentale, mais partout la montée des extrêmes-droites y compris en France, et leur coordination de plus en plus forte, notamment dans l'union européenne, jusqu'à se poser en dirigeant potentiel de l'union européenne.

Je sais que cette situation préoccupe beaucoup de militants progressistes, mais il ne faut pas se tromper sur le vrai terrain de l'affrontement avec l'extrême-droite. Car la dénonciation de l'ultra-droite est un piège, qui laisse penser que le caractère fascisant de groupes violents, serait une dérive idéologique d'une extrême-droite radicale à droite du rassemblement national, sans voir à quel point il y a continuité entre l'extrême-droite dédramatisée et les pires ouvertement néonazis. L'expression ultra-droite a pour premier effet de considérer l'extrême-droite comme un moindre mal.

Mais pour un marxiste, les idées sont l'expression du réel. Nous devons chercher dans les situations économiques et sociales, les bases des idées d'extrême-droite et c'est pourquoi nous pensons que la bataille contre le fascisme est d'abord une lutte sociale, pour la défense des droits. C'est dans cette bataille que peut se construire l'unité de tous, l'unité populaire capable de résister aux dérives fascistes, c'est à dire à la guerre dans le peuple effaçant les luttes de classes. Les travailleurs des USA ne résisteront pas à Trump sans s'appuyer sur les grèves réussies de l'automobile pour sortir du faux duel avec Biden. C'est ce que nous disait Alex, ce jeune communiste de San Francisco que nous avons reçu à Vénissieux il y a quelques semaines.

C'est pourquoi nous voulons attirer l'attention de notre conseil sur un enjeu social primordial sur lequel nous pouvons agir, la santé. La dégradation du système de santé public prend une dimension dramatique qui commence à nous rapprocher de pays où la santé est massivement privatisée et marchande. Après le COVID et la précarisation de milliers de familles, c'est un enjeu humain et social, un droit fondamental trop souvent mis en cause. Le lien se fait vite entre santé et fascisme quand le sénat vote pour la fin de l'aide médicale aux migrants. Comme si les virus et les bactéries étaient dépendantes des statuts ou des identités ! Comme si les sénateurs ne savaient pas que les bénéficiaires de cette AME coûtent 1000€ de moins en moyenne qu'un ayant-droit.

Mais en même temps qu'on décide de supprimer au sénat et sans doute de réduire à l'assemblée cette dépense médicale pour les migrants, on renforce une approche marchande de la santé qui cherche à peser sur les dépenses de santé, avec une hausse de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) à 3,2% pour 2024, en dessous de l'inflation et en dessous de sa « dynamique naturelle » d'augmentation à 4,6%.

Et ce PLFSS reste également bien silencieux sur les pénuries de médicaments, comme sur les actualités terribles dans les crèches privées, les hôpitaux ou les EHPAD, après l'affaire ORPEA. Sur ces sujets, les propositions du Gouvernement sont soit insuffisantes et inacceptables, soit inexistantes. Et la reprise de ce que nous appelons l'hôpital des portes du sud par un groupe privé nous laisse dans l'incertitude, entre la joie du maintien de tous les services, tous les emplois, dans un cadre devant garantir le reste à charge pour les habitants, et l'inquiétude devant un groupe privé dont le patron est un dirigeant du MEDEF qui va évidemment introduire une logique privée dans la gestion de cet hôpital.

Et nous entendons parler du décret ministériel qui limiterait le nombre de sites d'urgences, certains évoquent quatre sites seulement pour notre agglomération.

Mais notre métropole peut agir ! Nous pensons que la mission d'évaluation de l'état des lieux de la santé dans notre métropole que nous avons proposé en 2021 nous aurait été utile aujourd'hui pour aider les acteurs de la santé à agir utilement avec nous.

Notre politique de santé doit clairement affirmer notre choix du renforcement d'une santé publique élargie. Or, nous sommes inquiet de la situation de Henri Gabriel, que les gestionnaires ont commencé à vider, seulement 87 lits utilisés sur 205. Une société, Mengrov, a été mandatée pour réfléchir à l'avenir du site. Nous savions que pour les HCL, ce ne serait plus un site de santé publique mais aujourd'hui, on peut se demander s'il restera un site en lien avec la santé.

Rappelons que notre assemblée a voté largement un voeu pour le maintien de Henri Gabriel à Saint-Genis. Comment les services métropolitains peuvent-ils travailler dans un autre cadre ?

Oui, nous lançons de nouveau une alerte sur la santé publique dans notre métropole.